



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
*Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025-0059 du 27 FEV. 2025

Société SYNER'GIE située 1 rue du Danemark, 72 000 Le Mans

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 16 novembre 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 autorisant SYNER'GIE à exploiter une chaufferie urbaine, rue du Danemark au Mans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021 modifiant les prescriptions de l'installation se situant rue du Danemark au Mans ;

Vu la demande de la société SYNER'GIE portée à la connaissance du Préfet le 17 mai 2024 et complétée le 24 octobre 2024 concernant le remplacement de l'installation de cogénération par une chaufferie gaz ;

Vu le rapport du 24 décembre 2024 établi par l'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations Classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays-de-la-Loire ;

Considérant que le projet ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 15 janvier 2025 et que celui-ci a fait valoir ses observations par courrier du 4 février 2025 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE 1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 – exploitant titulaire de l'autorisation

La société SYNER'GIE dont le siège social est situé 6 avenue de Volos, Passage des Atlantides au Mans, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations situées 1 rue du Danemark au Mans détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2 – modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions préfectorales de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021 sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

TITRE 2 – Dispositions générales

Article 2.1 – situation administrative

Les dispositions de l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique ICPE	Régime	Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Volume autorisé
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW	<u>Chaufferie BDH1 : 39 MW</u> 3 chaudières de puissance unitaire 13 MW Combustible : gaz naturel / Fuel domestique <u>Chaufferie BDH2 : 19,5 MW</u> 1 chaudière de puissance unitaire 13 MW 1 chaudière de puissance unitaire 6,5 MW Combustible : gaz naturel Groupe électrogène de secours indépendant : 1,2 MW Le FOD est utilisé uniquement en secours.	59,7 MW

A (Autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), D (Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion (LCP).

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen

dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Article 2.2 – consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article n° 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement exploite deux chaufferies afin de fournir de la chaleur et de l'eau chaude sanitaire au réseau de chaleur de la ville du Mans en appoint de l'UVED.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- *un bâtiment (BDH1) comprenant 3 chaudières à tube de fumées à brûleur mixte gaz naturel / fuel domestiques (13 MW chacune, dénommées CH1, CH2 et CH3) réparties entre 2 locaux ;*
- *un bâtiment (BDH2) comprenant 2 chaudières utilisant du gaz naturel (une de 13 MW (CH4) et une de 6,5 MW (CH5)) réparties entre 2 locaux ;*
- *un groupe électrogène de secours et sa cuve enterrée de fuel domestique de 5 m³ ;*
- *un stockage de fuel domestique (2 cuves enterrées de 100 m³ unitaire) ;*
- *un réseau de canalisation de distribution de gaz naturel.*

Le fonctionnement au gaz naturel est privilégié sauf cas dûment justifiés. Le fuel domestique (FOD) sera utilisé uniquement en secours en cas de panne sur le réseau d'alimentation gaz.

Les chaudières permettent de produire de l'eau chaude à 105 °C pour alimenter le réseau de chaleur. Chaque chaudière de BDH1 possède sa propre cheminée tandis que les chaudières de BDH2 utilisent une cheminée multiconduits.

Article 2.3 – gestion des périodes OTNOC

Les dispositions de l'article n°2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- *les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;*
- *les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;*
- *les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;*

Les quatre chaudières de 13 MW et celle de 6,5 MW ne sont pas concernées par les périodes de démarrage et d'arrêt. Leur démarrage et arrêt est en effet considéré comme immédiat (à partir d'un régime stabilisé de 20 % de la puissance nominale).

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :

- *la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air ;*
- *l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;*
- *une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;*
- *une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.*

Article 2.4 – exploitation des installations

L'article n°2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021 (durée d'exploitation annuelle de l'installation de cogénération) est abrogé.

TITRE 3 – Prévention de la pollution atmosphérique

Article 3.1 – conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article n° 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit et installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité en MW	Combustible
1 : Chaudière n°1	22	15400	8	13	Gaz naturel/FOD
2 : Chaudière n°2	22	15400	8	13	Gaz naturel/FOD
3 : Chaudière n°3	22	15400	8	13	Gaz naturel/FOD
4 : Chaudières n°4 et n°5	21	Ch 4 : 15 400 Ch 5 : 7700	8	19,5	Gaz naturel

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000m³/h, ou 5m/s si le flux est inférieur.

Article 3.2 – valeurs limite d'émission

Les dispositions de l'article n° 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (mg/Nm³), les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ;
- à une teneur de 3 % en O₂.

Paramètres	Chaudières 1, 2 et 3 utilisant le gaz naturel			Chaudières 1, 2 et 3 utilisant le FOD			Chaudières 4 et 5 utilisant le gaz naturel			Flux* (t/an)
Périodes d'établissement de la moyenne**	J	M	A	J	M	A	J	M	A	
Nox***	110	100	100	150	150	150	110	100	100	11
CO	100	100	100	100	100	100	100	100	100	0,5
SO ₂		35			170			35		0,1
Poussières		5			30			5		0,2
COVNM****		50			50			50		
HAP		0,01			0,01			0,01		

* quel que soit le combustible utilisé

** J = journalière ; M = mensuelle ou mesure périodique ; A = annuelle

***en équivalent NO₂

****en carbone total

Article 3.3 – surveillance

Les dispositions des articles n°3.4.1.3, 3.4.1.4 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 modifiés sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Au moins une fois par an, les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent titre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques :

N° de conduit et installations raccordées	Paramètres	Fréquence de surveillance
1 : Chaudière n°1	NOx, CO, O2 Température, pression, débit	Continue
	Poussières, COVNM, HAP, SO2	Annuelle*
2 : Chaudière n°2	NOx, CO, O2 Température, pression, débit	Continue
	Poussières, COVNM, HAP, SO2	Annuelle*
3 : Chaudière n°3	NOx, CO, O2 Température, pression, débit	Continue
	Poussières, COVNM, HAP, SO2	Annuelle*
4 : Chaudières n°4 et 5	NOx, CO, O2 Température, pression, débit	Continue
	Poussières, COVNM, HAP, SO2	Annuelle**

**Pour la chaudière concernée, si le temps de fonctionnement est inférieur à 500 heures par an, cette mesure annuelle n'est pas exigible. Dans ce cas, les paramètres font l'objet d'une mesure à minima toutes les 500 heures d'exploitation de l'installation de combustion constituée par les chaudières 1, 2 et 3 (et en tout état de cause, cette mesure n'est pas inférieure à une fois tous les 5 ans). Dans cette optique, le relevé des heures d'exploitation de chaque chaudière et de l'installation de combustion (constitué des 3 chaudières) est tenu à jour et conservé pendant au moins six ans.*

***Pour la chaudière concernée, si le temps de fonctionnement est inférieur à 500 heures par an, cette mesure annuelle n'est pas exigible. Dans ce cas, les paramètres font l'objet d'une mesure à minima toutes les 500 heures d'exploitation de l'installation de combustion constituée par les chaudières 4 et 5 (et en tout état de cause, cette mesure n'est pas inférieure à une fois tous les 5 ans). Dans cette optique, le relevé des heures d'exploitation de chaque chaudière et de l'installation de combustion (constitué des 2 chaudières) est tenu à jour et conservé pendant au moins six ans.*

TITRE 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Article 4.1 – prélèvement et consommations d'eau

Les dispositions de l'article n°4.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est

susceptible de dépasser 100m³, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, ou aux opérations de maintenance du réseau de chaleur, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Réseau public AEP	LE MANS	4000

L'exploitant devra disposer d'une méthode de surveillance permettant de démontrer que les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours ou aux opérations de maintenance du réseau de chaleur (**appoints**) ne dépassent pas les seuils prescrits. **Notamment, le volume de remplissage d'eau nécessaire suite à l'extension du réseau de chaleur doit être quantifié. Ces justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

TITRE 5 – Prévention des risques technologiques

Article 5.1 – comportement au feu et à la surpression

Les dispositions de l'article n°7.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les espaces chaudière de la chaufferie BDH1 (local A et local B) sont isolés par une paroi intérieure et des murs extérieurs de degré REI 120 (coupe feu 2 h).
- les espaces chaudière de la chaufferie BDH2 (ancien local cogénération et ancien local adjacent) sont isolés par des murs extérieurs de degré REI 120 (coupe feu 2 h) et une paroi intérieure de degré REI 30.

Les portes d'accès à ces espaces sont EI30 (coupe feu 30 minutes).

Les locaux à risque d'explosion présentent les caractéristiques suivantes : les chaudières sont incluses dans 4 locaux étanches ventilés avec des parois et plafonds béton résistants à 500 mbar.

Article 5.2 – ventilation des locaux, événements et parois soufflables

Les dispositions de l'article n°7.3.4 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

La ventilation assure en permanence un balayage de l'atmosphère des locaux, aux moyens d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air. **Les surfaces de désenfumage (parois fusibles) pour l'installation BDH2 sont de 17 m² pour le local de la chaudière 5 et 29 m² pour le local de la chaudière 4.**

Dans les parties de l'installation **BDH1** recensées selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements d'une surface minimale de :

- 30 m² pour le local A ;
- 22 m² pour le local B.

Les parois sont soufflables avec un bardage double peau.

Ces événements / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Article 5.3 – moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article n°7.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.2 ;*
- d'un système de détection incendie avec report d'alarme dans chaque armoire électrique, ainsi que dans les locaux électrique et locaux « chaudière » des bâtiments BDH1 et BDH2 ;*
- d'extincteurs de différentes nature (poudre, eau, CO₂) dans chaque local du bâtiment chaufferie et au niveau de la zone de dépotage fuel (extincteur poudre) à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;*
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage ou de la cuve enterrée.*

TITRE 6 – Système d'échange de quotas d'émission

Les dispositions des articles du titre 8 de l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2018-0494 du 26 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions des articles suivants :

Article 6.1 – autorisation d'émettre des gaz à effets de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Seuil	Puissance/capacité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion de combustibles	Installations de puissance calorifique total de combustion supérieure à 20MW	59,7 MW	Dioxyde de carbone (CO ₂)

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE modifiée.

L'exploitant informe le préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle auront lieu les changements.

Article 6.2 – allocations

La délivrance de quotas gratuits est soumise aux dispositions des articles R.229-7 et suivants du code de l'environnement.

Article 6.3 – surveillance des émissions de gaz à effet de serre

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n°2018/2066 modifié du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement sus-cité.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement sus-cité.

L'exploitant notifie au Préfet toute modification de son plan de surveillance. Les modifications importantes sont transmises pour approbation au Préfet dans les meilleurs délais. Les autres sont portées à la connaissance du Préfet avant le 31 décembre de l'année.

Article 6.4. – déclaration des émissions au titre du système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre

Conformément à l'article R.229-20 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au plus tard le 28 février de chaque année la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente, vérifiée par un organisme accrédité à cet effet.

Article 6.5 – obligations de restitution

Conformément à l'article R.229-21 du code de l'environnement, l'exploitant restitue au plus tard le 30 septembre de chaque année un nombre de quotas correspondant aux émissions vérifiées totales de son installation au cours de l'année précédente.

TITRE 7 – Dispositions administratives

Article 7.1 – publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du MANS et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du MANS, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7.2 – délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du code de l'environnement).

Article 7.3 – pour exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le maire du MANS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

